



Séance ordinaire du jeudi 20 septembre 2018

L'an deux mille-dix-huit et le vingt septembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Développement Economique,
Enseignement supérieur et
recherche, Innovation, Artisanat

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Jean-Luc COUSQUER, Catherine DARDE, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Pierre DUDIEUZERE, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Jean-Pierre GRAND, Isabelle GUIRAUD, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Eric PASTOR, Yvon PELLET, Eric PENSO, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Thierry QUILES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS. Josy SCHWARTZ, suppléant de Laurent JAOU, Claudine VASSAS MEJRI, suppléant de Gilbert PASTOR .

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-Marc ALAUZET, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Christophe COUR, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Carole DONADA, Michel FRAYSSE, Isabelle GIANIEL, Pascal KRZYZANSKI, Marie-Christine PANOS, Henri ROUILLEAULT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA.

Absents / Excusés :

Djamel BOUMAAZ, Renaud CALVAT, Julie FRÊCHE, Clare HART, Audrey LLEDO

Développement Economique, Enseignement supérieur et recherche, Innovation, Artisanat - Convention de partenariat avec le Village by CA - Autorisation de signature

Madame Chantal MARION, Vice-Présidente, rapporte :

Le Groupe Crédit Agricole a lancé en 2017 une initiative au service de l'innovation et de la dynamique de l'économie française via les incubateurs et accélérateurs de jeunes entreprises innovantes, les « Village by CA ».

Celui de Montpellier a été inauguré le 19 décembre 2017.

Installé sur 1821 m² dans le quartier Odysseum à Montpellier, le Village a pour objectif d'accueillir des start-ups qui ont réalisé leurs preuves de marché et cherchent à accélérer leur développement.

Il a pour ambition de favoriser le développement économique en un lieu de foisonnement des idées et de rencontres entre l'économie traditionnelle et la nouvelle économie.

Le Village propose des espaces de travail collaboratif, une animation événementielle centrée sur l'innovation et le Business développement, des mises en relations professionnelles, un programme d'accélération personnalisé et l'accès au réseau des Villages by CA en France ainsi qu'à ses relais à l'international (New York, Tokyo, Shanghai, Londres, Moscou, Singapour, Séoul...).

Les partenaires du Village sont des entreprises et des conseils qui souhaitent apporter leur expérience et leur expertise aux jeunes entreprises hébergées. Des opportunités de développements communs et de business croisés naîtront de cette communauté.

Animées par un coach, les start-ups auront recours au mentoring des partenaires sur l'ensemble des leviers de la croissance : stratégie, innovation, distribution, finance et team building.

Ciblant les entreprises en post création, l'offre du Village s'inscrit en complémentarité des services proposés par la Métropole, qu'il s'agisse de l'accompagnement du BIC ou du dispositif Pass-Croissance pour les entreprises plus matures.

Considérant les éléments exposés ci-avant, il est proposé de formaliser un partenariat entre Montpellier Méditerranée Métropole et le Village By CA.

Celui-ci propose d'allier les compétences de chacune des deux parties pour accélérer la croissance des entreprises, en sortie de pépinières ou en phase de forte croissance hors incubation.

La collaboration entre les deux signataires consisterait à :

- créer des synergies entre les services des deux partenaires au profit de la croissance des entreprises cibles (sourcing, orientation, partage d'expertises) ;
- concevoir des actions spécifiques co-brandées sur la thématique de l'appui croissance des entreprises.

Par cette action, Montpellier Méditerranée Métropole réaffirme sa volonté de rester innovante dans son mode d'appui à la croissance des entreprises et partie prenante de la dynamique territoriale au service de ses entreprises.

Elle serait à ce jour le premier partenaire institutionnel au niveau local à soutenir contractuellement cette initiative.

La signature de cette convention n'a pas d'incidence financière.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver les termes de la convention de partenariat entre Montpellier Méditerranée Métropole et le Village By CA,
- autoriser Monsieur le Président à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 87 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 28/09/18

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 28 septembre 2018

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20180920-50121-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 28/09/18

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.